

# DAEU A UPPA 2025 : Staline, Chine et de Gaulle

**Proposition de corrigé — non officielle.** Mai 2025 : les deux compositions au choix et les cinq questions sur le document de Jacques Fauvet.

[Sujet officiel](#) · [Annales de ce concours ou examen](#)

## Sujet 1 : les caractéristiques du totalitarisme stalinien

À partir de la fin des années 1920, Staline consolide son pouvoir en Union soviétique et engage une transformation économique et sociale imposée par l'État. Le terme de totalitarisme désigne la volonté de contrôler l'ensemble de la société au nom d'une idéologie, en supprimant les oppositions. Comment le pouvoir stalinien organise-t-il cette domination, et par quels moyens cherche-t-il à transformer les individus et la société ?

### Un pouvoir concentré et une société encadrée

Le Parti communiste détient le monopole du pouvoir. Les institutions ne permettent pas une alternance libre, et Staline écarte progressivement ses rivaux. Le culte de la personnalité le présente comme un guide infaillible, héritier de Lénine et garant des succès soviétiques. Affiches, presse, cérémonies et enseignement associent le dirigeant à l'avenir collectif.

L'encadrement commence dès la jeunesse et s'étend au travail et aux loisirs. Les organisations de masse diffusent les valeurs officielles ; la censure restreint les informations et les créations. La propagande célèbre les ouvriers modèles et les objectifs de production. Le régime cherche ainsi l'adhésion tout en limitant les possibilités de parler ou de s'organiser en dehors de ses structures.

### Une transformation économique imposée

Les plans quinquennaux fixent les objectifs de l'économie, en donnant la priorité à l'industrie lourde. L'État contrôle les moyens de production et les décisions principales. Les résultats sont valorisés par la propagande, mais les contraintes de production, les pénuries et les conditions de travail contredisent l'image d'un progrès sans difficultés.

La collectivisation forcée de l'agriculture, engagée massivement à partir de 1929, regroupe les exploitations et cherche à contrôler les récoltes. La désignation des « koulaks » comme ennemis permet déportations et répression, au-delà des seuls propriétaires effectivement riches. Les résistances, les prélèvements et les désorganisations contribuent aux famines, notamment en 1932-1933. Le projet idéologique de transformation se traduit donc par une violence exercée sur les populations.

## La terreur comme instrument de domination

La police politique, les arrestations, les procès et les camps du Goulag entretiennent l'insécurité. La Grande Terreur de 1937-1938 frappe les cadres du parti, l'armée et une grande diversité de personnes. Les aveux forcés et les accusations de complot donnent une apparence judiciaire à l'élimination des ennemis désignés.

La peur favorise le silence et la dénonciation. Elle ne signifie pas que tous les individus adhèrent de la même façon ni que le pouvoir maîtrise parfaitement chaque situation. On distingue le projet de contrôle total, les pratiques effectives et les adaptations de la population. Cette nuance ne diminue pas la violence de la domination.

Le totalitarisme stalinien associe donc monopole politique, idéologie, encadrement, économie dirigée et terreur. Ces moyens se renforcent : la propagande légitime les transformations, tandis que la répression brise les résistances. La société est profondément bouleversée, au prix de souffrances que le récit officiel dissimule.

## Sujet 2 : la Chine et le monde, de 1949 à 1976

L'intitulé du sujet imprime « La Chine est le monde ». La proposition ci-dessous traite **la Chine et le monde**, formulation cohérente avec la période et la question historique.

La proclamation de la République populaire de Chine en 1949 transforme la place du pays dans les relations internationales. Pourtant, son poids démographique et territorial ne lui donne pas immédiatement une reconnaissance générale. Comment la Chine de Mao passe-t-elle de l'alliance soviétique à l'affirmation d'une voie propre, puis à une ouverture diplomatique ?

### L'alliance soviétique et les affrontements de la guerre froide

Le nouveau régime communiste s'appuie d'abord sur l'Union soviétique, avec le traité d'alliance de 1950 et une coopération économique et technique. L'intervention chinoise pendant la guerre de Corée, à partir de 1950, l'oppose aux forces conduites par les États-Unis sous mandat de l'ONU. La péninsule devient un lieu majeur de l'affrontement entre les blocs.

Le gouvernement nationaliste s'est replié à Taïwan. Il conserve alors la représentation chinoise à l'ONU, tandis que la République populaire n'y siège pas. Les États-Unis soutiennent Taïwan et s'opposent à Pékin. La division de la guerre froide et la question de la représentation chinoise limitent donc l'insertion diplomatique du nouveau régime.

### Une voie propre et des ambitions internationales

La Chine cherche également une place auprès des pays décolonisés. La participation de Zhou Enlai à la conférence de Bandung en 1955 lui permet de mettre en avant une coopération asiatique et africaine. Cela ne signifie pas qu'elle renonce à son régime communiste ni qu'elle devient automatiquement membre du mouvement des non-alignés.

Les désaccords idéologiques et stratégiques avec l'URSS s'aggravent au tournant des années 1960. La Chine conteste la direction soviétique du mouvement communiste. La rupture de la coopération et les affrontements frontaliers de 1969 montrent que le monde communiste ne constitue pas un bloc sans conflits. L'essai nucléaire chinois de 1964 contribue à l'affirmation de sa puissance.

Les politiques intérieures affectent toutefois cette ambition. Le Grand Bond en avant lancé en 1958 provoque désorganisation et famine ; la Révolution culturelle, à partir de 1966, bouleverse institutions et relations sociales. Les campagnes idéologiques peuvent donner une image mobilisatrice à l'étranger, mais elles fragilisent aussi le fonctionnement du pays. L'influence ne se confond pas avec une réussite économique continue.

## Le tournant diplomatique des années 1970

Le conflit avec l'URSS favorise un rapprochement avec les États-Unis, qui cherchent eux aussi à modifier les équilibres de la guerre froide. La représentation de la Chine à l'ONU passe en 1971 au gouvernement de la République populaire, conformément à la résolution **2758** de l'Assemblée générale. Elle occupe ainsi le siège chinois, dont celui de membre permanent du Conseil de sécurité ; il ne s'agit pas de créer un nouveau siège.

La visite de Richard Nixon en 1972 symbolise le rapprochement sino-américain. Elle ne signifie pas une conversion de Mao au modèle américain ni l'établissement immédiat de relations diplomatiques complètes entre les deux pays. La France avait, de son côté, reconnu la République populaire en 1964. La normalisation sino-américaine de 1979 reste extérieure à la période demandée.

À la mort de Mao en 1976, la Chine a donc acquis une place diplomatique majeure tout en restant confrontée à de profondes difficultés internes. Sa trajectoire montre qu'une puissance peut s'affirmer par l'idéologie, le poids stratégique et les alliances, sans suivre une insertion économique linéaire. L'ouverture économique des réformes ultérieures ne doit pas être projetée sur toute cette période.

## Analyse du document : « L'Homme du refus »

### 1. Présenter le document

Il s'agit d'un texte de **Jacques Fauvet**, publié dans **Le Monde** le **11 novembre 1970**, après la mort de Charles de Gaulle. Il présente plusieurs décisions de celui-ci sous le thème du refus. C'est une lecture journalistique rétrospective, portée par le contexte de l'hommage, et non un discours prononcé par de Gaulle.

La note du sujet situe sa mort le 10 novembre ; de Gaulle est en réalité mort le **9 novembre 1970**. Cette erreur ne change pas la date de publication du texte.

### 2. Son attitude en juin 1940

De Gaulle refuse de considérer la défaite militaire comme la fin de la guerre. Depuis Londres, l'appel du **18 juin** invite à poursuivre le combat. Il oppose aux arguments d'abandon les ressources possibles de l'Empire, les alliés et la dimension mondiale du conflit. Ce choix le place contre la demande d'armistice du gouvernement Pétain et fonde la France libre.

### 3. Sa fonction à la fin de la guerre et son départ

De Gaulle dirige le **Gouvernement provisoire de la République française** à la Libération. Il participe au rétablissement de l'autorité républicaine et à la reconstruction des institutions. Il n'est pas alors président de la Ve République, qui n'existe pas encore.

Il démissionne le **20 janvier 1946**, en désaccord avec le fonctionnement du pouvoir et la prépondérance des partis. Il souhaite un exécutif plus fort que celui envisagé dans les projets

institutionnels de l'époque. Le texte interprète aussi ce départ comme l'attente d'un rappel ; cette appréciation appartient à Fauvet et ne constitue pas à elle seule une preuve des intentions privées de de Gaulle.

#### 4. Le passage souligné et le recours

Le texte relie le retrait politique de **1953**, après les difficultés du RPF, au retour **cinq ans plus tard, en 1958**. « Le temps du recours » désigne le moment où de Gaulle devient une solution à la crise des institutions.

La crise du 13 mai 1958, liée à la guerre d'Algérie, fragilise la IV<sup>e</sup> République. De Gaulle est investi président du Conseil le 1<sup>er</sup> juin, puis une nouvelle Constitution est adoptée. L'auteur souligne les conditions que le général impose pour revenir ; il faut distinguer cette appréciation du récit des étapes institutionnelles.

#### 5. Le référendum de 1969

Le **27 avril 1969**, les électeurs rejettent le projet de régionalisation et de réforme du Sénat. De Gaulle ayant lié le maintien de son mandat au résultat, il démissionne le lendemain. Le « non » des Français est donc un refus du projet présenté et, dans cette consultation politisée, un désaveu du président. Il ne signifie pas un refus général de la République ni l'annulation de toutes les décisions antérieures.

### Références

Résolution 2758, bibliothèque numérique de l'ONU, Fondation Charles de Gaulle : hommage du 9 novembre 1970, une de Paris-Jour après le référendum de 1969.